

La CFDT a toujours cherché à instaurer le dialogue social dans les entreprises mais également dans les administrations.

Le rapport d'activité qui nous est présenté pendant ce congrès en est la preuve. Et nous voyons bien que avoir recours au dialogue social, le mettre en place et le faire vivre n'est pas chose aisée. Tant de notre côté même si nous avons de l'expérience de terrain, et même si nous bénéficions de formation, nous, militant, que du côté du patronat que de l'administration.

Force est de constater que cette culture du dialogue social est encore moins opérationnelle dans la Fonction Publique.

Dans le rapport d'activités, nous lisons : « des revendications trop partiellement satisfaites ». Report du PPCR, difficultés à mettre en place le CPA, rétablissement du jour de carence, peu d'avancées sur la prise en charge d'une prévoyance et de la complémentaire santé, hausse de la CSG, et projet d'accord cadre QVT 2015 non voté faute d'accord.

La CFDT n'a eu cesse de demander des bilans des accords de 2008 et 2010 en vain.

Encore faut il comprendre que l'Education Nationale a bien du mal à se détacher de cette culture hiérarchique, de ce poids vertical.

Je peux vous citer des exemples concrets.

Etant élu au Sgen-CFDT Auvergne, en Comité Technique Spécial Départemental de l'Allier, en Commission Académique Paritaire Agrégés et Certifiés, nous n'avons que peu de marges de manœuvre pour négocier des avancées pour les agents. D'une part car nos statuts sont régis au niveau national donc les négociations salariales et statutaires se font au niveau national dans d'autres instances.

Les seuls progrès obtenus ont été en CAP sur des aménagements pour des cas médicaux et en CHSCTD la reconnaissance d'un accident du travail pour un professeur des écoles, mais à force de batailler.

En CTSD, où se joue la carte scolaire (répartition des postes d'enseignants pour le département dans les écoles), quand nous votons contre la proposition du Directeur Académique des Services de l'Education Nationale, l'administration nous soumet une nouvelle proposition mais rien de plus. Si de nouveau, les OS votent contre le projet, celui-ci est appliqué.

Jamais nous n'avons été associé à l'élaboration de cette carte. Certes, les dotations ne relèvent pas de notre ressort, mais la réflexion sur le maillage scolaire pourrait être mis entre les mains des OS.

Cela révélerait d'ailleurs l'attitude des autres OS que la CFDT dans ces instances qui s'opposent de manière systématique et qui veulent un statut quo. Nous pourrions faire valoir notre force de proposition et montrer que nous oeuvrons pour les collègues sur le terrain, proches de leur vécu.

Le Comité Départemental de l'Education Nationale est de même une simple chambre d'enregistrement de la DSDEN et de la Préfecture. Même les élus locaux votant contre des propositions n'ont aucun poids et le déplorent.

De même le Comité Académique de l'Education Nationale ne se réunit presque pas. Certaines instances ne vivent même plus.

Les seuls endroits où nous parvenons à nous faire parfois entendre, sont les audiences et les Groupes de Travail mais là, aucune obligation de la part de l'administration de tenir compte ou de prendre en compte nos revendications et propositions.

Par exemple, nous sommes présents au GT pour l'allègement des tâches des directeurs d'école, nous avons emmené sur la table des propositions qui ne coûteraient rien à l'administration, juste de simples réorganisations du travail, mais rien n'a été entendu, par manque de volonté.

De plus même les textes règlementaires ne sont pas appliqués par manque de moyens, par exemple les directeurs de moins de 3 classes, n'ont pas tous eu leurs journées de décharge.

Nous faisons des remontées du terrain au DASEN, nous exerçons pleinement notre rôle d'élus et représentants du personnel mais l'Etat est un employeur qui a bien du mal à respecter ses engagements.

Il est donc de plus en plus difficile pour nous militants, de faire comprendre l'utilité d'être syndiqué si même des avancées nationales ne sont pas appliquées partout. Et pourtant nous savons faire acte de pédagogie.

De même, dans le projet de résolution, nous sommes satisfaits que dans sa nouvelle version, la CFDT exige plutôt que revendique la reprise de négociation à partir du projet d'accord cadre QVT de 2015.

Le nouvel agenda social annoncé le 16 mai pourtant ne présage pourtant pas de bonnes choses car la QVT n'est pas à l'ordre du jour.

Je cite un point important de ce projet :

-reconnaissance de l'agent comme acteur de l'organisation de son travail (par la mise en place d'espace d'expression sur celui-ci, reconnaître l'expertise de l'agent, en faire un acteur des évolutions nécessaires de son travail, et favoriser la dimension collective)

Reconnaissance dont souffrent les agents de la Fonction Publique, pourtant soucieux de leur mission.

Plus loin est précisé que « l'administration est appelée à ne réflexion globale sur la QVT, dans le cadre d'un dialogue social nourri », de même « afin de définir des actions concrètes, co-construites avec les OS et les agents dont les agents en position d'encadrement, mesurables, suivies dans le temps et adaptées aux

organisations, chaque versant négociera au niveau approprié les mesures à mettre en œuvre pour l'application du présent accord-cadre ».

Au Sgen-CFDT Auvergne, nous pensons que ce projet est un des piliers de cette future culture du dialogue social dans la Fonction Publique, même s'il n'en est qu'une partie mais pas la moindre.

En outre, il est bien précisé que les cadres de la Fonction Publique doivent être formés à cette culture car ce n'est pas forcément le cas.

Les agents sont attachés à leur mission de Service Public, mais aimeraient être reconnus dans leur métier et être entendu afin d'améliorer et leur quotidien et le service rendu aux usagers pour plus de cohésion sociale.

L'avancée du dialogue social est donc au centre de l'avenir de la Fonction Publique.